SENAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 17 AVRIL 1850.

Rapports faits par M. VAN MUYSSSEN, au nom de la Commission des Naturalisations.

Présents : MM. DINDAL, président, SAVART, VAN SCHOOR, le Baron DAMINET,
VERGAUWEN et VAN MUYSSSEN.

I.

*Demande de grande naturalisation du sieur ALFRED-SÉBASTIEN RYSS, capi-
taine d'état-major.*

(Voir le n° 106 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

Le sieur Alfred-Sébastien Ryss, capitaine d'état-major, a demandé par re-
quête en date du 28 mars 1849 d'obtenir le titre de Belge, que jusqu'alors il
avait cru avoir.

Il est né à Liège, qu'il a toujours habité, le 20 mars 1812, d'un père
français, et d'une mère belge.

Comme il a négligé dans le temps de se conformer à la prescription de
l'art. 9 du Code civil, il invoque pour obtenir la grande naturalisation le
bénéfice du 5^e paragraphe de l'art. 2 de la loi du 27 septembre 1835, pour
obtenir la qualité de Belge, qu'une simple négligence lui a fait perdre.

Le pétitionnaire qui avant son entrée au service militaire n'avait cessé d'habi-
ter Liège avant la promulgation de la loi fondamentale, serait Belge, si
jusqu'en 1815, son père avait continué à demeurer en Belgique, parce que
cette loi avait déclaré Belges, les enfants nés en Belgique de parents qui y
étaient domiciliés.

Mais le père du capitaine Ryss, ayant dès 1813, quitté le pays, le pétition-
naire n'a pu jouir des avantages que cette disposition de la loi conférerait.

Les autorités civiles consultées, ont donné à l'égard du sieur Ryss, les
témoignages les plus honorables, et les autorités militaires attestent qu'il est
un des officiers les plus distingués de l'armée, et le déclarent tout à fait
digne d'obtenir la faveur qu'il sollicite.

Dans la séance du 5 mars 1850, la Chambre des Représentants a pris sa
demande en considération par 52 suffrages contre 6.

II.

Demande de naturalisation ordinaire du sieur MELCHIOR-AUGUSTE GALESLOOT, capitaine adjudant-major au 2^e Régiment de cuirassiers.

(Voir le n^o 147 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

Le sieur Galesloot, Melchior-Auguste, capitaine-commandant, adjudant-major au 2^e Régiment de cuirassiers, a demandé, par requête en date du 1^{er} décembre 1848, d'obtenir la naturalisation ordinaire.

Cet officier est né à Munster (Westphalie), le 7 octobre 1809.

Depuis sa tendre jeunesse, il a habité avec son père la Belgique; il y a satisfait à la milice; il conste aussi qu'il a fait ses études à l'Athénée de Bruxelles, et qu'il a suivi un cours de droit à l'Université de Louvain où il a reçu le grade de candidat en droit.

En 1850, il fut nommé sous-lieutenant au régiment des cuirassiers et promu successivement à celui de capitaine.

En 1855 la croix de fer lui fut décernée.

Le père du pétitionnaire né hollandais était venu s'établir en 1787 à Ostende, puis habita Bruges et Molenbeek-Saint-Jean, ce qui lui fit croire qu'il avait fait en temps utile la déclaration prescrite par l'art. 133 de la loi fondamentale, et il croyait conséquemment qu'il était Belge.

Les attestations les plus honorables ont été données sur le compte de cet officier, tant par les autorités civiles que militaires, qui toutes l'ont déclaré digne de la faveur qu'il sollicite, et la Chambre des Représentants, dans sa séance du 21 mars 1850, a pris sa demande en considération par 46 suffrages contre 14.

III.

Demande de Naturalisation ordinaire du sieur LOUIS-JOSEPH LÉPOUTRE, cultivateur à Pecq (Hainaut).

(Voir le N^o 121 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

Par requête en date du 13 novembre 1849, le sieur Louis-Joseph Lepoutre, né le 7 février 1820, à Neuville-en-Ferrain, département du Nord (France), a demandé d'obtenir la naturalisation ordinaire.

Il est fils d'honnêtes fermiers, qui ont une grande culture au dit Neuville.

Lepoutre est venu en Belgique en 1844; il s'est marié avec une belge dont il a des enfants, et habite la commune de Pecq, arrondissement de Tournay (Hainaut), avec sa belle-mère, également fermière, à laquelle il paraît appelé à succéder pour l'exploitation de la ferme qu'elle occupe.

Les certificats délivrés tant par les autorités belges que françaises, attestent que partout où le pétitionnaire a habité, il a toujours eu une conduite honorable et à l'abri de tous reproches. Il s'est engagé par écrit à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 15 février 1844.

Dans sa séance du 21 mars 1850, la Chambre des Représentants a pris en considération la demande du sieur Lepoutre, par 34 suffrages contre 26.

Le Président de la Commission,

DINDAL.

Le Rapporteur,

A. VAN MUYSEN.